L'IDENTITÉ FRANCOPHONE AU CANADA : UNE CONVERSATION AVEC LIANE ROY, PRÉSIDENTE DE LA FCFA

Ce qui suit est une transcription éditée d'une séance de questions-réponses avec Liane Roy, présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), et Serge Quinty, directeur de la communication.

AEC : Pouvez-vous nous décrire votre ou vos identité(s) personnelle(s), comment vous vous définissez et quel est, selon vous, l'élément le plus important à cet égard.

Liane Roy : Bien entendu, quand je suis au Canada, ma réponse est un peu différente que quand je suis à l'étranger. Parce que quand je suis au Canada, je me définis comme une acadienne qui appartient à une francophonie canadienne qui est beaucoup plus large et inclusive, plurielle, solidaire, moderne et qui inclut tous ceux qui veulent parler français. Maintenant, ça, c'est quand je suis au Canada. Si quelqu'un me pose la question quand je suis à l'extérieur du Canada, ça ressemble à la réponse précédente, mais j'ajouterai qu'au Canada, on a deux langues officielles et j'expliquerai le caractère officiellement bilingue du Nouveau-Brunswick parce que j'y habite.

AEC : Si vous deviez décrire le Canada et ses habitants à un visiteur étranger, que diriez-vous ?

LR : Je dirais, que le Canada est un pays qui inclut trois grandes composantes, c'est-à-dire les peuples autochtones, les francophones et les anglophones. Par ailleurs, le souci d'être un modèle en matière de traitement des minorités et des groupes en quête d'identité est très important pour notre pays. Les gens peuvent y vivre en sécurité, indépendamment de leur ethnie et de leur situation. Le Canada est un pays de droit où les grands instruments

constitutionnels et législatifs sont très importants, entre autres la Charte des droits et libertés. C'est ce qui nous permet de « vivre ensemble ». Mais malgré tout, il reste du travail à faire. Le Canada ne subit pas une montée de l'intolérance et des discours haineux qu'on voit ailleurs, notamment aux États-Unis. Cependant, avec tout ce qui s'est passé à Ottawa l'hiver 2022, il faut dire que nous ne sommes pas à l'abri de cette tendance.

AEC : Sur quels éléments seriez-vous amenés à vous focaliser dans la construction d'un récit national canadien, compte tenu de la diversité régionale et du pluralisme culturel du Canada ? Pensez-vous qu'il existe une histoire nationale ?

LR : Je pense qu'il existe plusieurs histoires nationales. Les francophones ont leurs récits, qui incluent la fondation de l'Acadie, du Québec, de la Nouvelle-France, la déportation des acadiens et les luttes linguistiques, etc. C'est une dimension qui n'est souvent pas ou peu enseignée aux jeunes anglophones ou même, parfois, aux jeunes francophones. Je vais vous donner un exemple. La semaine dernière, j'étais en congrès à Calgary, en Alberta, et on nous a fait visiter ce qui était anciennement Rouleauville. Les premiers habitants de la région de Calgary, autres que les autochtones, c'étaient des francophones et ce sont eux qui ont fondé le Bassin qui a vu naître la ville de Calgary. Je n'étais absolument pas au courant de cette histoire. Un autre exemple, l'expérience des peuples autochtones n'est pas du tout intégrée au récit identitaire du Canada. Ce n'est que récemment qu'on a commencé à en parler.

On ne connaît pas bien notre histoire. Le Canada est né d'une relation complexe et souvent conflictuelle avec les peuples autochtones, les francophones et les anglophones. Cette relation complexe a évolué avec l'arrivée de vagues successives d'immigrant(e)s. Notre pays en arrive tout juste au niveau de maturité nécessaire pour composer avec certaines de ces contradictions dans son cheminement historique et en faire une synthèse. En bref, on peut voir l'évolution de notre histoire à partir de trois grands piliers : les enjeux linguistiques, le multiculturalisme et la réconciliation avec les peuples autochtones.

AEC : Quelles sont les institutions et les politiques dans l'histoire du Canada que vous considérez comme les plus importantes dans vos définitions des identités canadiennes ?

LR : J'en reviens aux trois grands piliers, c'est-à-dire les langues officielles, le multiculturalisme et la réconciliation. Donc les quatre que j'ai choisis – qui étaient les plus importants pour moi – sont la Charte des droits et libertés, le multiculturalisme, les politiques justement en matière de langues officielles et le rapport de la Commission Vérité et Réconciliation. La Charte canadienne des droits et libertés crée l'infrastructure pour le traitement des minorités et des groupes en quête d'équité. La Commission Vérité et réconciliation permet au Canada de faire la synthèse des éléments conflictuels et contradictoires de son histoire.

Quelques mots sur la monarchie. Pour moi, c'est vraiment un bilan qui est mitigé. D'un côté, le système monarchique sous-tend tous les traités qui ont été signés avec les peuples autochtones. De l'autre côté, c'est également un symbole du colonialisme. Pour les acadiens, la monarchie est aussi l'élément controversé qui nous a déportés ; qui était responsable de la déportation.

Si je reviens à la politique des langues officielles, pour nous, ça a permis à la société civile francophone de s'organiser, de se structurer en réseaux, entre autres la Fédération dont je suis présidente et tout notre réseau. C'est un peu la politique sur les langues officielles qui nous a permis d'exister et qui nous permet toujours d'exister. Donc, c'est très important.

AEC : Lesquels des éléments suivants représentent, selon vous, le plus grand défi en matière de réconciliation ? Sur le plan des différences ?

LR : Les éléments suivants: les relations entre autochtones et non autochtones, les minorités visibles, les personnes racisées et les personnes de race blanche, ainsi que les relations entre personnes immigrantes et non immigrantes. Trop souvent, on met les deux concepts en opposition alors qu'ils n'ont pas besoin de l'être. Il est possible de créer le vivre ensemble à partir de cette richesse et cette diversité.

On s'aperçoit que le Canada est vraiment en pleine mutation. Ça vient changer l'équilibre de nos sociétés, notre société, comme on la connaissait. Mais il s'agit d'une opportunité pour façonner la société canadienne dans son ensemble, c'est-à-dire pas juste pour les francophones, mais pour nous tous. En tant que société civile, on a l'occasion de façonner la société dans laquelle on veut vivre en harmonie.

S? : Je pourrais ajouter brièvement quelques mots pour compléter ces propos. Au niveau du vivre ensemble, on est fortuné au Canada d'être dans une situation où on peut faire des choix de société immédiatement dans les prochaines années qui vont influencer comment les prochaines générations, les groupes qui composent la société canadienne moderne vont faire communauté ensemble. Comment on va résoudre les conflits et les histoires d'injustice qui ont mené à des destructions, la destruction des peuples autochtones par exemple ? Comment est-ce qu'on va rétablir la relation avec les peuples autochtones ? Comment est-ce qu'on va identifier les obstacles systémiques à l'intégration des nouveaux arrivants, des nouvelles arrivantes ? Comment est-ce qu'on va éliminer les obstacles qui sont dus au racisme systémique et ainsi éviter le malaise chez les générations des futurs canadiens qui viendront à l'avenir ? Au Canada, on vit présentement une situation où on a l'occasion de faire des choix de société, de bâtir quelque chose ensemble qui ne ressemblera peut-être pas à ce qu'on a vu jusqu'à maintenant, mais à quelque chose qui nous réunit.

LR : Je vous donne un exemple. Il y a quelques années, il y a eu un francophone qui était installé au Nouveau-Brunswick, natif du Maroc, qui disait : « Vous savez, il faut se poser la question en Acadie : Est-ce qu'on fait venir des immigrants simplement pour conserver et continuer à exprimer notre culture francophone exactement comme on le fait depuis 50 ou 60 ans ? Ou est-ce qu'on peut se parler pour bâtir quelque chose de nouveau, ensemble, une nouvelle francophonie, qui sera probablement différente de celle qu'on a connue.

L'immigration n'est pas juste économique – on peut apprendre des uns et des autres. Et bâtir une communauté diversifiée et inclusive dans laquelle nous souhaitons vivre.

AEC : Y-avait-il quelque chose que vous vouliez rajouter, que vous considérez important à mentionner ?

LR : S'il y a un point commun qui rattache tout cela, c'est le concept du vivre ensemble. C'est le plus important. Ça revient dans la majorité des réponses qui ont été données. C'est l'une des valeurs fondamentales que nous affichons dans notre fédération. Ce n'est pas toujours évident. Je ne dis pas qu'on est rendus là, mais c'est ce qu'on vise.

S? : Lorsqu'on a célébré le 150e anniversaire du Canada en 2017, un des éléments que le FCFA a mis de l'avant, c'est que les choses ont changé entre le 100e anniversaire en 1967 et le 150e. Les canadiens avaient perdu le désir de se parler les uns les autres et d'apprendre à se connaître. Donc ce qu'il fallait faire, c'était de donner aux canadiennes et aux canadiens des occasions de se connaître, de se comprendre et d'avoir aussi une compréhension commune de leur identité. Je pense que les indicateurs nous montrent qu'on est loin de cette compréhension commune. Plusieurs palmarès qui présentent les dix meilleurs auteurs de 2023 au Canada, ne présentent que des auteurs anglophones. Je pense aussi à la série The Story of Us de la CBC en 2007. Lorsqu'on arrive à l'épisode sur le Nouveau-Brunswick, l'histoire du Nouveau-Brunswick commence en 1783 avec les Loyalistes, comme si avant, il n'y avait rien. Alors, nous les acadiens, on disait : « Hello, bonjour ! On est là ! »

LR : On était là.